

LE PIPELINE BAKOU-TBILISSI-CEYHAN POURRAIT INONDER LE MARCHÉ DU BRUT EN EUROPE

par Vassili Zoubkov, RIA-Novosti

Depuis que le pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) a été mis en chantier la compagnie Transneft focalise l'attention. Cette compagnie pétrolière russe, la plus grande du monde, est accusée de se livrer à une activité de sape, de financer des organisations écologiques internationales, de mener une concurrence déloyale, de pratiquer des tarifs exagérés... Bref, de tout ce qui fait obstacle à la pose de la conduite qui reliera la Transcaucasie à la Méditerranée.

"Les itinéraires empruntés pour l'acheminement des hydrocarbures vers les marchés mondiaux ont toujours été l'objet l'une lutte concurrentielle impitoyable entre les compagnies transnationales, dit le vice-président de Transneft, Sergueï Grigoriev. En Russie on comprend et on partage l'aspiration naturelle des Etats voisins producteurs de pétrole à diversifier leurs courants d'exportation afin de réduire les risques éventuels. Tout Etat a le droit inaliénable de construire tout ce qu'il juge nécessaire. Par ailleurs, la coopération internationale a pour but de contribuer à l'essor économique de tous les membres de la communauté mondiale".

De l'avis de ce dirigeant de Transneft, cela est parfaitement valable pour les secteurs pétrolier et gazier des pays de la CEI (Communauté des Etats indépendants), où le degré d'internationalisation de la production est extrêmement poussé. La Russie a hérité de l'Union soviétique un réseau pipelinier exceptionnel et très performant, dont le potentiel dépasse les 600 millions de tonnes. Il permet une forte intégration du transport de brut et offre de substantiels avantages en matière de transit.

Sergueï Grigoriev est persuadé que le transport des hydrocarbures par les pipelines existants et futurs est pour la Russie une priorité de la coopération économique avec les Etats caspiens.

Il est notoire que si l'économie russe a le vent en poupe actuellement, c'est pour beaucoup grâce au secteur pétrogazier. Selon des données provisoires, en 2003 plus de 421 millions de tonnes de pétrole et de condensat de gaz ont été extraites en Russie. Transneft a refoulé dans ses tubes près de 415 millions de tonnes de brut, soit 11 pour cent de plus que l'année précédente. Près de 210 millions de tonnes de pétrole ont pris le chemin des anciennes républiques soviétiques et d'autres pays étrangers. Selon les spécialistes, en 2004, la Russie envisage de produire 432 millions de tonnes de pétrole, ce qui entraînera une augmentation des volumes transportés.

Pour la compagnie russe il ne fait pas de doute que l'association des intérêts économique nationaux avec la politique d'extension maximale du

partenariat stratégique avec les proches voisins, y compris ceux de Transcaucasie, doit obligatoirement reposer sur le pragmatisme réciproque, le calcul et l'avantage économiques.

En qualité d'exemple le vice-président de Transneft évoque les relations avec le Kazakhstan. En 2003, ce pays a transporté via le territoire russe 32 millions de tonnes de pétrole. Selon le président azerbaïdjanais, Noursoultan Nazarbaïev, la Russie détient le leadership dans le transit du brut azerbaïdjanais vers les marchés extérieurs. Au cours de la récente visite effectuée à Astana par le président russe, Vladimir Poutine, les parties russe et azerbaïdjanaise ont annoncé une extension de la coopération des deux pays dans le secteur énergétique, tout particulièrement en ce qui concerne le transit russe des hydrocarbures vers les marchés mondiaux.

Les rapports avec l'Azerbaïdjan évoluent approximativement de la même façon. Sergueï Grigoriev relève que Transneft n'avait jamais eu de problèmes tant soit peu sérieux avec le transit du brut azerbaïdjanais par le pipeline Bakou-Novorossisk. L'accord intergouvernemental de transit signé en 1996 est réalisé sans faille par la partie russe. Initialement nos collègues azerbaïdjanais envisageaient de refouler annuellement 5 millions de tonnes. Pour le moment ils en sont à 2,5 millions maximum. Au demeurant, nos potentialités permettraient d'en acheminer plusieurs fois plus. A titre de comparaison disons que l'année dernière l'Azerbaïdjan a extrait 15,38 millions de tonnes de pétrole.

Commentant la "réticence" de la Russie à "négliger le transit avantageux pour elle", Sergueï Grigoriev a souligné que "la perte du pétrole azerbaïdjanais", qui représente aujourd'hui un peu plus de 1 pour cent des exportations de Transneft, n'est pratiquement pas ressentie par sa compagnie, et ce d'autant moins que le vide a été comblé par les structures pétrolières russes et kazakhes qui souhaitent accéder plus largement aux pipelines de Transneft.

La conduite Bakou-Tbilissi-Ceyhan a été imaginée par la Turquie dans les années 1980 et d'emblée elle avait bénéficié d'un appui énergique des Etats-Unis d'abord en tant que tracé écartant l'Iran du marché pétrolier mondial et ensuite, après l'éclatement de l'Union soviétique, comme moyen pour éloigner politiquement Bakou de Moscou. Les auteurs du projet n'avaient même pas cherché à dissimuler sa connotation politique, les spécialistes émettaient des doutes quant à son opportunité économique et aujourd'hui encore ils considèrent qu'il est très coûteux et risqué. Depuis que la guerre a pris fin en Irak et que les Etats-Unis contrôlent entièrement la production pétrolière de ce pays (à propos, le brut irakien est meilleur marché que l'azerbaïdjanais) il semble que Washington soit plus timoré à l'égard du transit pétrolier transcaucasien.

De grandes difficultés se sont fait jour aussi au sujet du financement. La presse a annoncé que seulement 20 pour cent environ des trois milliards de dollars exigés pour la pose du tube avaient été collectés. Cette faible activité d'investissement s'explique par plusieurs raisons dont l'une d'elles a été exposée

par plusieurs participants à la récente conférence pétrogazière qui s'est tenue à Istanbul: l'augmentation des exportations de pétrole irakien qui a radicalement modifié le climat d'investissement dans la région et réduit les chances de réussite du nouveau projet. Il n'est pas exclu que la perspective d'un plus large accès aux produits énergétiques irakiens incite les créanciers à revoir leur position vis-à-vis des projets relativement onéreux envisagés sur le plateau continental de la mer Caspienne et de la pose des autres tronçons du BTC.

Qui plus est, la Corporation financière internationale, qui est l'un des principaux investisseurs du projet, exige un complément d'information après le signal d'alarme tiré par les écologistes qui prétendent que le pipeline posé dans la vallée de la Borjomi en Géorgie risquerait de polluer les sources minérales exceptionnelles qui s'y trouvent.

Il y a de grandes chances pour que les délais de mise en exploitation de la conduite ne soient pas respectés. A Transneft on estime aussi que la sismicité élevée dans les régions montagneuses traversées par le BTC implique non seulement un très grand professionnalisme des constructeurs du pipeline, mais encore des équipements et des technologies de pointe, ce qui aura inévitablement une forte incidence sur le coût du projet.

Le non-respect des délais de mise en service du pipeline pourrait entraîner une remise en cause de la réalisation du BTC. Dans ce cas le Kazakhstan, qui figure parmi les participants potentiels au projet, sera contraint de chercher une autre solution pour ses problèmes. Le directeur de KazMounaïgaz, Ouzakbaï Karabaline, a déclaré que son pays souhaiterait travailler avec de grands consortiums pétroliers pour construire un pipeline qui permettrait d'exporter le brut de Kachagan, en sollicitant le Consortium pipelinier caspien, via Novorossisk.

Les exportations de pétrole vers la Chine et l'Iran sont très prometteuses aussi pour Astana. En outre, au début du mois de janvier Vladimir Poutine et Noursoultan Nazarbaïev ont déclaré que la Russie et le Kazakhstan "ont des projets conjoints en matière de transport du pétrole" et qu'ils allaient étudier les itinéraires balte et septentrional d'acheminement des hydrocarbures.

Et les futurs tarifs du BTC? Sergueï Grigoriev a indiqué qu'à la fin des années 90 les spécialistes de Transneft avaient réalisé des études concernant l'axe de Ceyhan. Avec un débit annuel maximum de 50 millions de tonnes, le transport d'une tonne de brut devrait revenir à 33 dollars, soit de 5 à 7 dollars de plus que par l'itinéraire passant par Novorossisk. Qui plus est, les experts estiment que le coût final du pipeline dépassera de près d'un milliard de dollars le prix initial.

Il faut aussi prêter attention à une question très sensible et qui probablement pour cette raison est passée sous silence par les politiques et les journalistes. Les pétroliers russes et étrangers sont très sceptiques quant à la possibilité de Bakou de doubler son extraction de brut dès l'année prochaine, en

la faisant passer de 15 millions de tonnes actuellement à 32 millions et à 50 millions dans 5 ou 6 ans. Et puis d'autres pensent aussi que le secteur azerbaïdjanais de la Caspienne pourrait receler bien moins de pétrole que ne le pensaient les géologues.

Par exemple, la British Petroleum estime que les gisements pétroliers azerbaïdjanais pourront être exploités pendant encore 67 ans aux cadences d'extraction actuelles. Si le chiffre de l'extraction est triplé d'ici à 2010, les gisements du plateau continental de la Caspienne seront épuisés dans 20 ans et ce alors que le délai de rentabilisation du nouveau projet est de 40 ans. Beaucoup d'autres indices incitent à s'abstenir de faire des prévisions par trop optimistes en ce qui concerne le pétrole caspien.

Seulement même en admettant que les projets envisagés sur le plateau continental de la Caspienne se réalisent, le nouveau pipeline risque d'inonder le marché pétrolier européen. En 2005, les livraisons annuelles de 30-40 millions de tonnes de pétrole azerbaïdjanais, de 28 millions de tonnes de brut kazakh, de 15 à 18 millions de tonnes supplémentaires provenant du gisement Timano-Petchora (Russie) et auxquelles il convient d'ajouter les quantités inconnues mais considérables de pétrole irakien provoqueront inévitablement une surabondance d'or noir en Europe. Or, même compte tenu de la baisse de l'extraction du pétrole en mer du Nord, les spécialistes chiffrent à 80-84 millions de tonnes maximum la consommation du continent en 2005.

Les prochains mois montreront comment la situation évoluera en Azerbaïdjan et en Géorgie, où de nouveaux dirigeants ont accédé au pouvoir, et quelle sera l'attitude qu'ils adopteront vis-à-vis de la Russie.